Arrêté n°DCPPAT2017-0503 du 19 SEP. 2017

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Arrêté d'enregistrement
Société SAS CHARCUTERIE DU MOULIN
Exploitation d'un atelier de transformation de produits d'origine animale
Rubrique n°2221-b de la nomenclature des installations classées

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
VU l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le code du travail et notamment le titre III du livre II concernant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 2° au terme duquel les demandes d'autorisation au titre du chapitre IV du titre 1° du livre II ou du chapitre II du titre 1° du livre V du code de l'environnement, ou de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 ou de l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 régulièrement déposées avant le 1er mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ; après leur délivrance, le régime prévu par le 1° leur est applicable ;
VU la directive du conseil n° 91/676 du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;
VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
VU l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté du préfet de la région Pays-de-la-Loire n° 132 du 24 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays-de-la-Loire ;
VU l'arrêté inter-préfectoral du 14 octobre 2009 modifié portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Huisne ;
VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
VU l’arrêté du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne n° 17/014 du 02 février 2017 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrites d’origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l’arrêté du préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne n° 17/018 du 02 février 2017 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrites d’origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU la demande déposée le 29 septembre 2016, complétée le 20 février 2017 et le 28 juillet 2017, présentée par la SAS CHARCUTERIE DU MOULIN dont le siège social est à SAINT-AUBIN-DES-COUCLAIS pour l’enregistrement sous la rubrique n° 2221 de la nomenclature des installations classées, d’une unité de production de produits de charcuterie sur le territoire de la commune de SAINT-AUBIN-DES-COUCLAIS et pour l’aménagement de prescriptions générales de l’arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l’arrêté ministériel susvisé dont l’aménagement n’est pas sollicité ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement (récépissé de déclaration du 06 février 1985 pour les rubriques n° 244, 325-2, 361-B-2 et 367, l’arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 850/1235 du 24 avril 1985 et le récépissé de déclaration du 05 juin 1996 relatif au dépôt de gaz combustible liquéfié propane d’une capacité de 12 tonnes) ;

VU l’arrêté préfectoral n° DIRCOL 2017-0138 du 30 mars 2017 fixant les jours et heures où le dossier d’enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l’absence d’observations du public entre le 21 avril 2017 et le 19 mai 2017 ;

VU les avis des conseils municipaux consultés ;

VU l’arrêté de prorogation n° DIRCOL 2017-0443 du 18 juillet 2017 ;

VU le rapport du 21 août 2017 de l’inspection des installations classées ;

VU l’avis du conseil départemental de l’environnement et des risques sanitaires et technologiques du 07 septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT qu’au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, la demande déposée par la SAS Charcuterie du Moulin ne nécessite pas le basculement vers une procédure d’autorisation ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec l’affectation des sols ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises par la SAS Charcuterie du Moulin pour répondre aux avis et observations des services administratifs sont de nature à réduire l’impact du projet ;

CONSIDÉRANT que les aménagements des prescriptions générales sollicités par l’exploitant aux moyens de lutte contre l’incendie et au confinement des eaux d’extinction incendie permettent de garantir la sécurité incendie du site et la protection de l’environnement ;

CONSIDÉRANT que le renforcement des prescriptions lié aux dispositions constructives, à l’accessibilité du site et aux valeurs limites d’émission des eaux résiduaires sont de nature à assurer la sécurité incendie du site et la protection de l’environnement ;

CONSIDÉRANT que les aménagements sollicités par l’exploitant et les modifications des prescriptions générales tels que décrits nécessitent de recueillir préalablement l’avis du CODEST conformément à l’article R.512-46-17 ;

CONSIDÉRANT que le projet d’arrêté a été porté à la connaissance de l’exploitant et que celui-ci a fait valoir ses observations par courriel du 18 septembre 2017 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE
TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la SAS CHARCUTERIE DU MOULIN, représentée par M. Antonio VAZ, dont le siège social est situé à SAINT-AUBIN-DES-COUDRAIS faisant l'objet de la demande susvisée complétée le 20 février 2017 et le 28 juillet 2017, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINT-AUBIN-DES-COUDRAIS au lieu-dit « le Moulin de Blot ». Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Les activités figurant au présent article relevant du régime de la déclaration sont soumises, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, aux prescriptions types correspondantes de la nomenclature.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubriques</th>
<th>Libellé de la rubrique (activité)</th>
<th>Nature de l'installation</th>
<th>Capacité</th>
<th>Régime *</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2221-B-1</td>
<td>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie B. Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant 1 - Supérieure à 2t/j</td>
<td>Fabrication de produits de charcuterie</td>
<td>6,5 t/j</td>
<td>E</td>
</tr>
<tr>
<td>2910-A-2</td>
<td>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2071. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de sciérie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la</td>
<td>Chaudière gaz, ballon d'eau chaude et marmites à gaz</td>
<td>2,7 MW</td>
<td>DC</td>
</tr>
</tbody>
</table>
combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :
2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW

| Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :
2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t |
| Stockage GPL | 12 t | DC |

* E : enregistrement  DC : déclaration avec contrôle périodique.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L’ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes</th>
<th>Parcelles</th>
<th>Lieux-dits</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>SAINT-AUBIN-DES-COUDRAIS</td>
<td>Section C n° 294 (partiellement), 317, 319, 320, 344, 345, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499 et 600</td>
<td>Le Moulin de Blot</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans joint en annexe 2 et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande complétée le 20 février 2017. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au besoin aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées.
• récépissé de déclaration du 06 février 1985 pour les rubriques n° 244, 325-2, 361-B-2 et 367,
• arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 850/1235 du 24 avril 1985,
• récépissé de déclaration du 05 juin 1996 relatif au dépôt de gaz combustible liquéfié propane d'une capacité de 12 tonnes.

ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES
S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous et cités en annexe 1 :
• l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 23 mars 2012 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 : Préparation de produits alimentaires d'origine animale
• l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 25 juillet 1997 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion
• l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 23 août 2005 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2.

ARTICLE 1.4.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

ARTICLE 1.4.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS
Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L’ARTICLE 14 (MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE) DE L’ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 MARS 2012 RELATIF AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2221 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

En lieu et place des dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Le guide technique D9 préconise un débit d'extinction estimé à 180 m³/h pendant 2 heures, soit un volume d'eau nécessaire de 360 m³ au minimum.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques au plus tard le 31 décembre 2017, notamment :

5/10
• d’un moyen permettant d’alérer les services d’incendie et de secours ;
• de plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l’article 8 ;
• d’une réserve d’eau (douве) existante au Nord-Ouest de l’installation sur la parcelle cadastrale n° 344 d’un volume de 1 000 mètres cubes aménagée afin d’être accessible en toutes circonstances. Un accès camion est aménagé en respectant un dénivelé maximum de 6 mètres entre la pompe du camion et l’eau conformément à la fiche technique du service d’incendie et de secours. L’exploitant est en mesure de justifier au préfet le dimensionnement du bassin de stockage ;
• d’un accès au ruisseau « Le Rosay » en aménageant une voie d’accès de 3 mètres de large minimum, une plate-forme de 8 mètres X 4 mètres dont la hauteur d’aspiration est inférieure à 5 mètres ;
• d’extincteurs répartis à l’intérieur de l’installation lorsqu’elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d’extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
• les moyens de lutte contre l’incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l’installation, et notamment en période de gel. L’exploitant s’assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l’incendie conformément aux référentiels en vigueur.

A l’issue, l’aménagement de ces points d’eau naturels font l’objet d’une réception par le service départemental d’incendie et de secours de la Sarthe après contact au moyen de l’adresse suivante : service.prevention@sdis72.fr

ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L’ARTICLE 20-V (CONFINEMENT DES EAUX D’EXTINCTION INCENDIE) DE L’ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 MARS 2012 RELATIF AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L’ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2221 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.

En lieu et place des dispositions de l’article 20-V de l’arrêté ministériel du 23 mars 2012, l’exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l’ensemble des eaux et écoulements susceptibles d’être pollués lors d’un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d’un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d’eau ou du milieu naturel au plus tard le 30 juin 2018.

Le volume nécessaire à confiner est de 410 m³.

La rétention des eaux d’extinction est réalisée conformément au guide technique D9A.

La stratégie de rétention des eaux d’extinction du site est formalisée sous la forme d’une procédure d’urgence.

Des tests réguliers sont menés sur ces équipements.

Les eaux d’extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour assurer la prévention des accidents et des pollutions, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par celles de l’article 2.2.1 ci-après.

ARTICLE 2.2.1. RENFORCEMENT DE L’ARTICLE 11 (DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES) DE L’ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 MARS 2012 RELATIF AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L’ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2221 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.

En lieu et place des dispositions de l’article 11.2 de l’arrêté ministériel du 23 mars 2012, l’exploitant respecte les prescriptions suivantes :

6/10
Les autres locaux, et notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2221, le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- le bâtiment principal est composé d'une structure avec charpente métallique considérée stable au feu 15 minutes ;
- de panneaux sandwich considérés en classe M1 ;
- d'une toiture constituée principalement de plaques en fibrociment ;

Les locaux frigorifiques sont à simple rez-de-chaussée.

Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits finis abritent plus que la quantité produite en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2221, ces locaux sont considérés comme des locaux à risque d'incendie. Les prescriptions du présent arrêté ne sont pas applicables et ces locaux doivent respecter les prescriptions de l'article 11.1.2.

Le bâtiment principal n'étant ni recoupé, ni équipé d'installations de désenfumage ou de système de détection incendie, il est préconisé l'installation d'un système d'alarme garantissant une évacuation du personnel en moins de 10 minutes.

**ARTICLE 2.2.2. RENFORCEMENT DE L’ARTICLE 21 (DISPOSITIONS D’EXPLOITATION - ACCESSIBILITÉ) DE L’ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 MARS 2012 RELATIF AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L’ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2221 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.**

En complément des dispositions de l'article 12. I de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Un portail d'accès au site ainsi qu'une barrière au niveau de l'arrière du bâtiment, le long du chemin communal sont installés **au plus tard le 30 juin 2018**. Ces installations sont équipées d'un système permettant le déverrouillage par les services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 2.2.3. RENFORCEMENT DE L’ARTICLE 36 (VALEURS LIMITES D’ÉMISSIONS DES EAUX RÉSIDUAIRES) DE L’ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 23 MARS 2012 RELATIF AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L’ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE N° 2221 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.**

En lieu et place des dispositions de l'article 36-I de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentrations suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé de 40 m³ :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Paramètres</th>
<th>Concentration maximale en mg/l</th>
<th>Flux maximum en kg/j</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MES</td>
<td>150</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>DBO5</td>
<td>65</td>
<td>2,6</td>
</tr>
<tr>
<td>DCO</td>
<td>300</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>NGL</td>
<td>48</td>
<td>1,92</td>
</tr>
<tr>
<td>P</td>
<td>3,5</td>
<td>0,14</td>
</tr>
<tr>
<td>SEH (graisses)</td>
<td>300</td>
<td>12</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ARTICLE 3.1. FRAIS
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. PUBLICITE
Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Aubin-des-Coudrais et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de de Saint-Aubin-des-Coudrais, visible de l'extérieur, pendant une durée minimum de quatre semaines. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe.

Le bénéficiaire de la présente décision ou son représentant devra toujours être en possession de l'arrêté d'enregistrement et apte à le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

ARTICLE 3.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nantes) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer l'idit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 3.4.
Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de Mamers, le maire de Saint-Aubin-des-Coudrais, le directeur départemental de la protection des populations, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées), le directeur du service départemental d'incendie et de secours et le commandant du groupement de la gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON

8/10
Annexe 1

à l'arrêté n° DCPAT 2017.0503

ARRÊTÉS TYPE

Consultables sur le site internet : http://aida.ineris.fr/

- Arrêté ministériel du régime d’enregistrement pour la rubrique :
  ○ n° 2221

- Arrêtés ministériels du régime de la déclaration pour les rubriques :
  ○ n° 2910
  ○ n° 4718

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 19 SEP. 2017
Le Préfet,

Pour le Préfet,
L'Attaché Chef de bureau,

Sophie PROVOST-RAUCH
Annexe 2

à l’arrêté n° DCPAT 2017.0503

PLANS DES INSTALLATIONS

- plan de situation de l’installation
- plan de masse

Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 19 SEP. 2017
Le Préfet,

Pour le Préfet,
L’Attaché Chef de bureau,

Sophie PROVOST-RAUCH